



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 55 82 88 70
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipement.cgt.fr

L'administration convoque une réunion sur le plan de requalification et refuse d'y siéger !

Ce 18 février, le Secrétariat Général des deux ministères avait convoqué les organisations syndicales à une réunion "d'information et de présentation" relative au plan de requalification.

Préalablement, la DRH avait cherché à limiter les délégations syndicales pour une réunion concernant pourtant 6 corps de catégorie C, 3 corps de catégorie B et 2 corps de catégorie A.

Au prétexte de la présence d'une délégation « trop » importante d'une seule des organisations, le Secrétaire général des ministères a décidé de clore la réunion sans aborder le sujet de fond.

En Administration centrale, où le regroupement immobilier entasse les agents dans des bureaux trop petits, c'est la taille des salles qui dicte le nombre de participants aux réunions, tandis que des services sont déménagés du jour au lendemain (dernier en date, la DIHAL chassée du boulevard Saint-Germain hier) au gré des caprices ministériels. Néanmoins ce ne semble pas être la raison principale...

À quoi joue l'administration ?

Cherche-t-elle à imposer une professionnalisation du syndicalisme pour le déconnecter des services et des agents ou n'a-t-elle tout simplement pas les arbitrages de la Fonction Publique et du Budget après le remaniement gouvernemental.

Pour la CGT :

- Il est hors de question que les agents des DDI, des services du MEEM et du MLHD se fassent à nouveau voler le plan de requalification déjà plus qu'insuffisant.
- Il est hors de question de se voir imposer un syndicalisme de professionnels.
- Il est hors de question de se prêter à une mascarade d'un dialogue social aux ordres de l'employeur.

Cette nouvelle incurie de l'administration appelle les agents à la plus grande vigilance sur le contenu et l'avenir de ce plan de requalification low cost.

Dernière minute : suite à l'intervention de la CGT, le ministère reconvoque les organisations syndicales pour une nouvelle réunion le 25 février prochain !

Montreuil, le 18 février 2016